# LA DESINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE. A QUI LA FAUTE ?

Depuis quelque temps, on ne cesse de se lamenter au sujet de la désindustrialisation de la France .Entre 1980 et 2007, l'industrie manufacturière aurait perdu 1,9 millions d'emplois, soit une baisse de 36% des effectifs. C'est en effet considérable. Et cela a aussi des effets néfastes sur la balance courante dont le déficit s'accroît régulièrement et dépasse maintenant 70 MAS d'euros par an. Mais il faut replacer cette évolution dans son contexte.

D'abord, la France n'a jamais été l'un des tout premiers pays industriels. L'industrie moderne est née en Grande-Bretagne, avec le textile, puis le Chemin de fer et la Marine à vapeur, bientôt suivie par l'Allemagne, les Etats-Unis et la France. Les premiers pays disposaient d'importantes ressources en charbon. La France en avait moins. Mais elle était riche en fer, ce qui lui a permis de bâtir une industrie sidérurgique et métallurgique tout à fait honorable au tournant du XIX$^{ème}$ au XX$^{ème}$ siècle, avec des groupes puissants comme Schneider et Wendel, avec entre autres ambitions de bâtir une industrie militaire capable de lui permettre de prendre sa revanche sur la défaite de 1870. Entre les deux guerres mondiales, la France se glorifiait encore d'être un pays économiquement parfaitement équilibré avec une industrie et une agriculture apportant une contribution à peu près égale à la production nationale. Elle s'appuyait aussi sur une économie coloniale plus centrée sur l'agriculture que sur l'industrie autre que minière. De même, au moment de la création de l'Europe, le "marché de fait" conclu avec l'Allemagne reposait pour une part importante sur la protection de l'agriculture française grâce à ce qui est devenu la PAC en échange d'une ouverture, en particulier de la France, aux produits industriels allemands. Quand il est devenu clair dans les années 80 et 90, que la mondialisation rendait une grande partie d'un certain nombre d'industries comme le textile, les chantiers navals, la sidérurgie, etc... insuffisamment rentables en France, nombre d'experts affirmèrent qu'il était pertinent de les laisser partir en se concentrant sur les activités plus "modernes", à savoir les Services. On le voit aussi dans les choix des élèves ingénieurs les plus brillants, qui depuis les années 80 se dirigent de moins en moins vers l'industrie et de plus en plus en plus vers les Services et en particulier la Finance, avec des succès souvent brillants et parfois... "catastrophiques". Certes la France dispose d'entreprises industrielles classées parmi les leaders mondiaux dans leur secteur comme, Air liquide, LVMH, EADS, Sanofi, EDF et d'autres dans des branches de haute technicité ou de luxe, mais le déficit commercial croissant est là. Il est également inquiétant que, malgré d'excellentes terres et de riches traditions en la matière, elle se soit fait dépasser, en termes d'exportations agricoles, non seulement par l'Allemagne, mais aussi par les Pays-Bas (pays 4 fois moins peuplé et 17 fois plus petit) ce qui signifie que le problème n'est pas seulement celui de l'industrie, mais aussi celui d'un secteur agricole, où elle était en position de force et n'y est plus, ce qui reflète une perte de compétitivité plus globale. Les solutions doivent donc aussi prendre en compte ce secteur où elle excellait.

Si l'on veut ramer à contrecourant de tous ces facteurs défavorables, il faut d'abord envisager des mesures à court terme et donner la priorité au déficit commercial, qui finira bien, s'il continue à s'accroître, par faire monter les taux d'intérêt auxquels nous empruntons. Pourquoi ne pas prendre pour modèle l'Allemagne et d'autres pays européens "vertueux" plutôt que de leur reprocher de ne pas acheter assez chez nous. Il faudrait par exemple cesser de faire financer les allocations familiales par les entreprises dans un domaine qui n'est vraiment pas le leur et transférer, par exemple, une partie de la charge à une TVA sociale plus offensive que celle mise en place par le gouvernement. Cet impôt ne pénalise pas les exportations, même s'il pèserait sur la consommation interne au prorata de l'abaissement de la charge patronale non rétrocédée aux salariés. Nous ne ferions d'ailleurs que faire comme plusieurs de nos voisins et qui semble leur réussir. Par ailleurs, quand certains industriels fabriquent des automobiles à l'étranger parce que les coûts y sont plus faibles, les marques françaises, même si elles achètent des pièces dans différents pays y compris la France, montent généralement le véhicule là-bas. Elles feraient mieux de s'inspirer des marques allemandes qui achètent une partie importante des pièces à l'étranger, mais effectuent le montage final, l'opération qui rapporte le plus de valeur ajoutée exportée, en Allemagne.

Les autres actions prendront plus de temps et exigent une approche mieux adaptée. On réclame des produits français de meilleure qualité. Certes, la difficulté est que cela ne se décrète pas. Si l'on reprend l'exemple symbolique de l'industrie automobile, nos deux constructeurs s'y sont essayés, sans succès apparent. Pourquoi? Ce n'est certainement pas une question d'incapacité des ouvriers français à fabriquer de belles voitures innovatrices, solides et chères ? Est-ce une question de service après-vente, de formation, de capacité d'innovation, d'état d'esprit, de moyens, de culture d'entreprise, de marketing, de stratégie? Faudrait-il attirer des entreprises étrangères pour voir de près comment elles font? Il ne faut pas oublier qu'une Toyota Yaris fabriquée en France et vendue à l'étranger représente une exportation française. Le paradoxe est que la France est le premier exportateur de biens de luxe avec, en particulier, LVMH et Hermès fort prospères malgré la crise. Faut-il demander à des spécialistes de ce type d'entreprises d'apporter leur compétence à des sociétés de secteurs industriels moins prestigieux, mais aussi importants pour le pays? Faut-il que les entreprises qui aimeraient bien mais ne savent pas comment faire, recrutent des experts étrangers pour les aider? Faudrait-il remplacer des dirigeants incompétents? On se plaint sans cesse que la France perd des parts de marché parce que ses entreprises sont trop concentrées sur le moyen de gamme où la concurrence est la plus rude. Si c'est vrai, faut-il hésiter à chercher inspirations et compétences ailleurs en France et à l'étranger?

Créer une BPI pour les PME est peut-être utile, mais serait très insuffisant. Améliorer le dialogue social en le faisant évoluer vers une gestion plus confiante et partagée comme en Allemagne ou dans les pays scandinaves est indispensable mais prendra du temps. La formation est évidemment vitale. Mais créer des "Grandes Ecoles" par "type de métier" là où il faudrait une formation concrète donnée par des techniciens de haut niveau mais près du terrain, risque de rigidifier ce qui doit rester souple, d'enfermer dans un moule franco-français qui n'a pas tellement réussi dans ce domaine ce qui doit rester ouvert à l'innovation. Le chemin vers une meilleure industrialisation sera long et compliqué. Mais il faut le prendre en sortant des chemins battus.

Didier PENE
Professeur émérite à HEC